

Initiatives ministérielles

LES DROITS DES ENFANTS À NAÎTRE

M. Jerry Pickard (Essex—Kent, Lib.): Monsieur le Président, la deuxième pétition demande qu'on modifie le Code criminel pour qu'il assure la protection des enfants à naître, de façon qu'ils jouissent des mêmes droits que les autres enfants.

LE SUICIDE ASSISTÉ

M. Harold Culbert (Carleton—Charlotte, Lib.): Monsieur le Président, j'ai ici une pétition dûment autorisée par le greffier des pétitions, qui porte la signature d'habitants des secteurs de Woodstock et Hartland, dans ma circonscription.

Les pétitionnaires demandent à la Chambre et au Parlement de se pencher sur le libellé du Code criminel du Canada, afin de garantir que ses dispositions interdisant le suicide assisté soient appliquées rigoureusement, et de n'y apporter aucun changement qui sanctionnerait ou permettrait l'aide au suicide ou toute activité visant à mettre fin à une vie humaine.

LES DROITS DE LA PERSONNE

M. Andy Mitchell (Parry Sound—Muskoka, Lib.): Monsieur le Président, j'ai trois pétitions aujourd'hui.

La première porte sur les modifications qui pourraient être apportées à la Loi canadienne sur les droits de la personne concernant l'orientation sexuelle. Les pétitionnaires y sont opposés.

La deuxième traite aussi de la question de l'orientation sexuelle et de la Loi canadienne sur les droits de la personne. Les pétitionnaires appuient la mesure qu'envisage le gouvernement.

LE CONTRÔLE DES ARMES À FEU

M. Andy Mitchell (Parry Sound—Muskoka, Lib.): Monsieur le Président, la troisième pétition concerne le projet de loi sur les armes à feu dont la Chambre est saisie. Les dispositions qui ont été présentées à la Chambre inquiètent les pétitionnaires.

LE PROJET DE LOI C-41

M. Peter Milliken (Kingston et les Îles, Lib.): Monsieur le Président, je suis heureux d'intervenir pour présenter une pétition signée par de nombreux résidents de la région de Kingston, qui demandent au Parlement de supprimer un article du projet de loi C-41.

* * *

QUESTIONS TRANSFORMÉES EN ORDRES DE DÉPÔT DE DOCUMENTS

M. Peter Milliken (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, si les questions n^{os} 87, 130 et 132 pouvaient être transformées en ordres de dépôt de documents, ces documents seraient déposés immédiatement.

En ce qui a trait à la question n^o 87, permettez-moi de rappeler que la député de Calgary—Sud—Est s'est plainte dernièrement, et je le dis poliment, de ne pas avoir reçu les renseignements demandés. Je suis heureux que nous les ayons maintenant à notre

disposition et j'espère qu'au cours de la semaine où nous ne siégeons pas, elle aura l'occasion de les examiner.

Comme ces documents sont assez volumineux, je n'en dépose qu'une copie, les deux autres étant à la Direction des journaux. Je dépose aussi les deux autres questions qui seraient transformées en ordres de dépôt de documents avec l'assentiment de la Chambre.

Le président suppléant (M. Kilger): Plaît-il à la Chambre que les questions n^{os} 87, 130 et 132 soient transformées en ordres de dépôt de documents?

Des voix: D'accord.

[Texte]

Question n^o 87—**Mme Brown:**

Pour les années 1992 et 1993, à combien s'élèvent les fonds versés par le Conseil des arts du Canada à des particuliers et à des groupes, qui étaient ces particuliers, à quels projets ces fonds ont-ils été affectés, et combien d'argent ont-ils reçu?

(Le document est déposé.)

Question n^o 130—**M. Strahl:**

En ce qui concerne les fonctionnaires fédéraux nommés pour une durée déterminée et indéterminée à des postes déclarés excédentaires dans tous les ministères et les organismes fédéraux, quelles sont les raisons de cette mesure et les catégories de travailleurs surnuméraires, combien y a-t-il d'employés dans chaque catégorie par ministère et par organisme, et combien d'employés de chaque ministère et organisme touche son plein traitement sans vraiment avoir à travailler?

(Le document est déposé.)

Question n^o 132—**M. Strahl:**

En ce qui concerne la reclassification des fonctionnaires nommés pour une durée déterminée et indéterminée dans tous les ministères et organismes fédéraux, combien de postes ont été reclassifiés, par mois et par ministère ou organisme, dans tout l'appareil fédéral de novembre 1993 à aujourd'hui, et à quel niveau ont-ils été reclassifiés, encore une fois par mois et par ministère ou organisme, durant cette même période?

(Le document est déposé.)

[Traduction]

Le président suppléant (M. Kilger): Les autres questions restent-elles au *Feuilleton*?

Des voix: D'accord.

Le président suppléant (M. Kilger): Conformément à l'article 33 du Règlement, je voudrais signaler à la Chambre que, en raison de la déclaration de la ministre, l'étude des mesures d'initiative gouvernementale sera prolongée de 28 minutes.

INITIATIVES MINISTÉRIELLES

[Traduction]

LOI SUR LE POUVOIR D'EMPRUNT POUR 1995-1996

La Chambre reprend l'étude de la motion: Que le projet de loi C-73, Loi portant pouvoir d'emprunt pour l'exercice 1995-1996, soit lu pour la deuxième fois et renvoyé à un comité.